Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1225

Artikel: Électricité : des prophètes intéressés
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015599

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ÉLECTRICITÉ

Des prophètes intéressés

En 1987, les producteurs suisses d'électricité prédisaient une augmentation de la demande de 58% jusqu'en l'an 2005. Si on les avait pris au mot, deux nouvelles centrales nucléaires seraient aujourd'hui en cours de construction pour éviter une pénurie.

RÉFÉRENCE

Union des centrales suisses d'électricité.

Prévision 1995 de l'approvisionnement de la Suisse en électricité jusqu'en 2030.

(*jd*) En réalité la consommation d'électricité a stagné depuis 1990, essentiellement à cause de la récession économique et de conditions climatiques particulièrement favorables, accessoirement grâce aux efforts entrepris pour utiliser plus rationnellement l'énergie. Et les électriciens se retrouvent avec une surproduction record qu'ils doivent écouler à perte sur un marché international déjà saturé.

Cet échec prévisionnel ne décourage pourtant pas les producteurs helvétiques. Dans un nouveau rapport, ils annoncent maintenant la pénurie pour 2010, une pénurie qui résultera de la croissance constante de la demande et de la diminution de la capacité de production: les centrales nucléaires actuellement en activité arriveront en fin de vie et les contrats conclus avec la France échoient à cette époque. En clair, le déficit d'électricité devrait représenter la production de quatre à six centrales de la puissance de Gösgen ou de Leibstadt.

On sent venir les électriciens. Il faut compter quinze à vingt ans pour parcourir la procédure et construire une centrale de type nucléaire. C'est donc tout de suite que doivent être prises les décisions en la matière. Or le moratoire nucléaire, adopté par le peuple en 1990, vaut encore pour cinq ans. Impasse. D'où l'appel au dialogue lancé par les électriciens: oui, nous prenons au sérieux les appréhensions de la population; non, nous ne pouvons continuer cette guérilla par procédure interposée, coûteuse et stérile. Mais dans ce dialogue, les producteurs croient tenir le couteau par le manche; les préoccupations écologiques, pensent-ils, sont reléguées au second plan au profit de la relance économique. Pour redémarrer et assurer leur compétitivité, les entreprises ont besoin d'un approvisionnement sûr et le meilleur marché possible. Et la solution de compromis de pointer entre les lignes: une moitié des besoins nouveaux couvert par des centrales nucléaires remplaçant les anciennes, l'autre moitié par des centrales au gaz.

Saluons cette volonté de dialogue, qui indique un tournant dans l'attitude d'une corporation jusqu'alors imbue de sa mission au point de rejeter avec mépris toute critique. Rappelons tout de même aux électriciens qu'un dialogue fructueux exige un minimum de conditions et en premier lieu de la bonne foi. Sur ce chapitre, on est en droit de douter. Producteurs, consommateurs, organisations de protection de l'environnement et autorités politiques se sont mis d'accord sur un programme d'économies d'énergie – Energie 2000 – dans le cadre du moratoire nucléaire, qui vise notamment à la stabilisation de la consommation d'électricité pour le début du siècle prochain. Or les électriciens nous annoncent des besoins futurs qui contredisent clairement cet objectif. Plus grave, ils se comportent de manière à ce que se réalisent leurs prévisions et non l'objectif de stabilisation: adversaires d'un compétence constitutionnelle fédérale en matière d'énergie, adversaires d'une loi sur l'énergie, adversaires de toutes formes de taxes, y compris d'incitation, ils continuent de croire qu'ils sont seuls à même de gérer efficacement l'économie électrique.

Le dialogue démarrera lorsque les électriciens accepteront de ne pas outrepasser leur rôle, celui de service à la collectivité, dans le cadre d'une politique démocratiquement légitimée. Ce ne sont pas leurs prévisions qui sont la référence à suivre, mais des objectifs énergétiques politiquement définis, à savoir la stabilisation de la consommation. Ce ne sont pas les moyens qu'ils préconisent qui doivent s'imposer – renouvellement du parc nucléaire – mais ceux qui facilitent la réalisation de ces objectifs. A cet égard, préconiser un prix de l'énergie le plus bas possible ne peut que favoriser des comportements énergivores. Par ailleurs les électriciens ne craignent pas la contradiction: ils refusent la libéralisation du marché proposée par l'Union européenne, gage d'une baisse du prix de l'électricité. C'est qu'ils visent d'abord à conforter leur position de monopoleur. ■

«Energie 2000» à mi-parcours

Les apparences sont trompeuses. La consommation d'énergie en Suisse s'est bien stabilisée au niveau de 1990. Mais cela, grâce à la faible croissance de l'économie. En réalité nous n'avons pas réussi à découpler la croissance (+0.86) de la consommation d'énergie (+0.98). Les multiples programmes de formation, d'information, d'action et d'encouragement organisés et financés par «Energie 2000» ne sont pas pour autant inutiles. Mais leurs effets resteront insuffisants tant qu'ils ne seront pas repris à plus vaste échelle et intégrés dans les comportements quotidiens de la majorité des consommateurs, notamment dans le secteur de la circulation automobile, qui reste le point faible de ce programme.